



Syrie : d'Astana 7 à Sotchi 1 avant Genève 8... en attendant Damas 1 ?

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 02 novembre 2017

Al-FadaiyaTV (Syrie)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

La 7ème session d'Astana s'est tenue les 30 et 31 octobre 2017. Participaient aux négociations les délégations des trois États garants des zones de désescalade en Syrie [Russie-Iran-Turquie], la délégation du gouvernement syrien présidée par le Dr Bachar al-Jaafari, la délégation de l'« opposition armée modérée » théoriquement distincte des terroristes de Daech, Al-Nosra et autres groupes apparentés, une délégation de l'ONU, ainsi que les représentants des deux pays observateurs, la Jordanie et les États-Unis.

À peine terminée, l'hystérie des médias saoudiens atteignait des sommets, car alors que le Dr Bachar al-Jaafari était encore en pleine conférence de presse, le ministère russe des Affaires étrangères invitait, non plus des personnalités de l'opposition, mais 33 organisations et partis politiques syriens, y compris les Kurdes, à participer à un « congrès de dialogue national » à Sotchi. Ceci, avant la tenue de la prochaine réunion à Genève, annoncée pour le 28 novembre par le facilitateur onusien, M. Staffan de Mistura.

Autrement dit, la diplomatie russe a tiré le tapis sous les pieds des traîtres du groupe de Riyad et de ladite Coalition nationale syrienne [CNS], maîtres du jeu à Genève, puisque reconnus, depuis 2012, par le Conseil de Coopération du Golfe, les gouvernements français successifs et autres prétendus gouvernements amis de la

Syrie, comme les uniques représentants du peuple syrien.

La « proie syrienne », comme dirait l'ex-ministre qatari surnommé HBJ, est sans doute blessée et souffre mille morts, mais elle n'est pas prête à mettre genou à terre ni à vendre son âme... Vivement « Bye bye Genève, bonjour Damas 1 ! » en souvenir de l'ami jordanien, M. Nahed Hattar [*], lequel a payé de sa vie sa foi en la Syrie... [NdT].

Déclaration à la presse

Au cours de cette session d'Astana 7, qui vient juste de s'achever, nous avons rencontré les deux garants, russe et iranien. La vérité est que ces rencontres furent, comme elles l'ont toujours été, constructives et fructueuses. Nous avons parlé d'Astana 6, de ce qui en a été exécuté et de ce qui ne l'a pas été.

Comme vous le savez, à Astana 6 nous avons convenu d'ajouter Idlib aux zones de désescalade, sur la base :

- du retrait de 3 Kilomètres de tous les groupes armés présents à l'est de la route d'Abou al-Dahour vers l'ouest de cette route ;

- de la coopération de « tous » au combat et à l'élimination du Front al-Nosra internationalement qualifié d'organisation terroriste ;
- la Russie et l'Iran devant se charger de l'envoi d'observateurs pour superviser le cessez-le-feu.

Mais ce qui s'est passé, depuis la tenue d'Astana 6 jusqu'ici, est que les forces armées turques, en coopération et coordination avec le Front al-Nosra, sont entrées avec leurs véhicules blindés en territoire syrien, contrairement à l'engagement pris dans le cadre de l'accord de désescalade conclu entre les trois « États garants ».

Au cours de cette session, nous avons soulevé cette question auprès des garants russe et iranien, lesquels nous ont assuré de la nécessité du respect des engagements pris par « tous » les garants.

La république arabe syrienne considère la présence de toutes forces militaires sur son territoire, sans le consentement du gouvernement syrien, comme une agression et une occupation, lesquelles seront traitées en conséquence.

Je vous remercie

[NB : déclaration faite en arabe, puis en anglais, avec quelques variations minimales dont nous avons tenu compte].

Réponses à la presse

Ces deux derniers jours nous avons entendu parler du Congrès « des peuples » syriens [termes qui auraient été prononcés par le Président Poutine soulevant un tollé en Syrie, où il est inacceptable de considérer le citoyen sous l'angle de sa religion ou de son origine ethnique ; NdT], puis d'un « congrès de dialogue national » qui se tiendrait dans la base russe de Hmeimim en Syrie sans pour autant exclure un autre lieu, y compris le territoire russe... ?

Dr Bachar al-Jaafari : Vous savez que le gouvernement syrien est ouvert à toute initiative qui stopperait l'effusion du sang et mettrait fin à cette guerre injuste contre le peuple syrien. Ici, j'aimerais vous rappeler que la Syrie a été la première à inviter à une conférence de dialogue national dès le début de la crise en 2011. Depuis, nous n'avons cessé d'assurer que nous y étions toujours favorables, même lorsque nous avons la conviction que certaines initiatives ne mèneraient pas à des résultats concrets. Auquel cas et en dépit de cette conviction, nous n'avons ménagé aucun effort afin de faire avancer les mécanismes du dialogue, pour que l'on ne puisse pas prétendre que nous étions contre ou que nous ne voulions pas que le processus politique réussisse.

Quant à votre question à propos du « congrès de dialogue national », évoqué il y a quelques minutes par le ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan, il est le résultat de nos discussions et de la coordination ininterrompue entre nous et les amis russes. En effet, partant de la situation sur le terrain et du recul des terroristes en Syrie, nous avons jugé que le moment était plus opportun pour un tel congrès et, bien sûr, nous sommes prêts à y participer.

Vous avez raison de vous interroger sur le lieu du congrès. Sachez qu'il avait été proposé qu'il se tienne en Syrie et à son invitation. Évidemment, nous n'avons pas renoncé, ni ne

renoncerons à notre rôle en tant qu'État. Mais notre approche réaliste de la situation fait que nous savons qu'une grande partie des groupes armés dépendant politiquement et financièrement de l'étranger -et donc d'États désormais connus de tous- ne sera pas autorisée à rejoindre un congrès parrainé par l'État syrien.

C'est pourquoi, après des discussions approfondies avec la partie russe, nous avons considéré qu'il valait mieux que le congrès se tienne en Russie ; premièrement, parce que la Russie est un État garant ; deuxièmement, parce que nous avons confiance en la Russie, un État ami qui a défendu et continue à défendre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Ces derniers temps, nous avons aussi entendu dire que les Nations Unies joueraient un rôle au niveau de ce congrès, ainsi que des élections et de la solution politique en Syrie. Quel est le point de vue du gouvernement syrien sur ces trois points ?

Dr Bachar al-Jaafari : Nous sommes un État Membre et fondateur de l'ONU. Par conséquent, nous respectons la charte de cette organisation internationale à laquelle nous avons contribué. Et, nous croyons que son rôle est fondamental à partir du moment où elle jouit de la neutralité souhaitée.

Abstraction faite des tensions politiques et comme nous l'avons tous constaté, l'équilibre se réinstalle au sein de cette organisation depuis que des grandes puissances amies sont revenues reprendre leur rôle fondamental au niveau de ses instances. Par conséquent, le point de vue syrien est favorable à n'importe lequel de ces rôles dans la mesure où ils visent la solution sur une base de neutralité garantie par la Charte des Nations Unies. Une neutralité qui se réfère toujours à la souveraineté et à la Constitution des États Membres ; en l'occurrence, la Constitution syrienne approuvée par le peuple syrien et par personne d'autre.

Quelle est la position du gouvernement syrien en ce qui concerne lesdits « prisonniers » vu que les groupes armés vous ont accusés, ainsi que l'Iran, de bloquer un accord sur ce point ?

Dr Bachar al-Jaafari : Notre délégation avait présenté aux garants russe et iranien un document traitant de ce sujet précis et de la position officielle de la République arabe syrienne. C'est un point très important pour nous en tant qu'État et en tant que gouvernement. Il avait été convenu qu'ils reviendraient vers nous avec leurs remarques sur notre document. Mais cela n'a pas été fait jusqu'à présent. La balle est donc dans leur camp et pas dans celui du gouvernement syrien.

Vous avez parlé d'une occupation turque en Syrie, mais il y a aussi une présence américaine considérée comme une occupation, même par la partie russe. Avez-vous abordé ce problème lors de vos réunions ou en coulisses, d'autant plus que les Américains participent à Astana 7 en qualité d'observateurs ?

Dr Bachar al-Jaafari : Oui la présence militaire turque à Idlib est une occupation ; terme figurant, comme vous le savez, dans un document officiel émanant du ministère syrien des Affaires étrangères. Dans toutes nos réunions bilatérales, y compris avec le pays hôte, nous avons dit et répété que cette présence militaire turque est une occupation et une agression, et que si les deux autres garants ne traitaient pas ce problème conformément aux accords

d'Astana 6, lequel a établi la zone de désescalade avec l'engagement clair du garant turc à respecter l'accord tripartite, la République arabe syrienne aura le droit de se défendre elle-même et de défendre sa souveraineté par des moyens légaux. Ces propos ont été clairement tenus.

Tous doivent savoir que l'accord d'Astana 6, résultant d'un accord entre les trois garants, consistait uniquement à ce que des forces d'observation, forces de police et non forces de l'armée, se déploient sur des zones à définir précisément le long de ladite « ligne de sécurité » ; les deux autres garants devant agir de même.

Nous avons tous été surpris que la partie turque ne soit pas entrée avec des forces de police et des armes légères, mais avec des forces de l'armée régulière turque et des armes lourdes. Telle est la première violation de l'accord d'Astana 6 par la Turquie.

La deuxième violation est que la Turquie a coopéré avec le Front al-Nosra à Idlib, au lieu de le combattre et de combattre tous les autres groupes apparentés, comme le prévoit l'accord.

D'où deux violations graves commises par la Turquie. En tout cas, ce ne sont là que des remarques secondaires. Pour nous, l'essentiel est que la présence militaire turque dans le gouvernorat d'Idlib est une occupation et une agression.

Et soit dit en passant, le ministère syrien des Affaires étrangères a aussi publié une déclaration officielle déposée auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, laquelle dit clairement que nous considérons la présence de militaires US sur notre territoire et les actes hostiles de ladite « Coalition internationale », menée par les USA, comme des agressions contre notre souveraineté.

Agression et occupation sont les termes indiscutables depuis que les forces américaines ont commencé à bombarder nos infrastructures, à porter atteinte à notre souveraineté, et qu'elles se sont mises, comme la Turquie, à collaborer avec Daech dans plusieurs régions de notre pays. Rappelez-vous de leur raid aérien sur des positions de l'Armée syrienne au Mont al-Tharda afin de permettre à Daech de l'occuper, mettant en danger la vie de 300 000 civils à Deir ez-Zor... Des faits connus de tous !

Merci.

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies et chef de la délégation du gouvernement syrien à Astana

31/10/2017

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Source : Al-FadaiyaTV (Syrie)

[*] Bye bye Genève, bonjour Damas 1 !

[Bye bye Genève, bonjour Damas 1 !](#)

Articles Par : **[Dr. Bachar al-Jaafari](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca